

RÉSUMÉ

1. Sri Lanka a un régime commercial relativement ouvert et transparent, qui se caractérise par un recours fréquent à des mesures fondées sur les prix, à une faible utilisation des mesures non tarifaires et, en général, à des droits de douane relativement bas. Depuis le dernier examen, les réformes commerciales ont progressé à un rythme irrégulier: la transparence a été améliorée mais la protection tarifaire moyenne a augmenté. De plus, Sri Lanka a abondamment utilisé les surtaxes à l'importation et à d'autres impositions frappant exclusivement ou essentiellement les importations. Ces mesures ont été prises principalement à des fins fiscales et, à cet égard, la forte croissance économique et la fin du conflit armé en mai 2009 offrent la possibilité de réduire la charge imposée sur les importations et d'accélérer la réforme de l'économie, du commerce et des institutions. En juin 2010, le gouvernement a annoncé une réduction globale des droits de douane, qui a ramené de nombreux taux à zéro et supprimé une surtaxe à l'importation de 15% appliquée à la plupart des importations.

2. Les programmes d'incitations ont été quelque peu rationalisés mais sont toujours complexes; les autorités considèrent que ces programmes ont été nécessaires pour compenser les éléments dissuasifs générés par le conflit interne. Poursuivre la rationalisation du régime d'incitations pourrait contribuer à améliorer la répartition des ressources et l'efficacité économique globale et, partant, à renforcer la compétitivité internationale de Sri Lanka. Cela pourrait aussi contribuer à supprimer les effets de distorsion et à diversifier la production et le commerce, qui restent concentrés sur un nombre restreint de produits et de marchés. À cet égard, et parallèlement aux mesures visant à libéraliser les échanges, le gouvernement entend renforcer le processus de réforme et moderniser les conditions de l'activité commerciale par l'unification et la poursuite de la réforme de son régime d'incitations, et par l'introduction d'une législation détaillée sur la

politique de la concurrence. Les autorités estiment que Sri Lanka a le potentiel d'élargir sa base industrielle en mettant l'accent sur des branches de production à plus forte valeur ajoutée. Il faudra pour cela investir dans de nouvelles technologies et dans les ressources humaines.

1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL

3. Durant la période considérée (2004-2009), Sri Lanka a affiché une économie forte, malgré le conflit interne, les conséquences du tsunami et les chocs externes tels que la hausse du prix du pétrole et des produits alimentaires, et la crise financière mondiale. Le PIB a enregistré une augmentation soutenue de 6% par an en termes réels, sous l'effet d'une forte demande intérieure, ce qui a permis au PIB par habitant de doubler entre 2004 et 2009, pour atteindre 2 053 dollars EU. Cependant, même si la crise financière mondiale n'a eu qu'un impact limité sur la croissance de l'économie, elle a été plus fortement ressentie dans le commerce extérieur sri-lankais, du fait en particulier d'une chute de la demande émanant de ses principaux partenaires commerciaux, l'Union européenne et les États-Unis. Par contre, ni le conflit interne ni la crise n'ont beaucoup pesé sur les flux d'investissement étranger direct.

4. Sri Lanka a fait face à la crise économique mondiale en adoptant, entre autres choses, plusieurs mesures budgétaires visant à augmenter les taxes frappant principalement les importations, ainsi que des mesures destinées à appuyer les branches de production à vocation exportatrice. La Banque centrale s'est beaucoup servie de la politique monétaire pour maintenir un niveau suffisant de liquidités, au moyen de mesures telles que la réduction du coefficient de réserve obligatoire et des taux d'intérêt directeurs, tout en permettant au taux de change de flotter plus librement. L'inflation, qui avait culminé en juin 2008, est tombée en dessous de 5% à la fin de 2009, grâce à une politique monétaire resserrée et à l'assouplissement des cours

mondiaux des produits de base. Cependant, sous l'effet de la forte demande intérieure, l'inflation a quelque peu augmenté durant le premier trimestre 2010, tout en restant inférieure à 10%.

5. La balance des paiements sri-lankaise se caractérise par un déficit structurel du compte courant, qui a considérablement augmenté entre 2005 et 2008, atteignant 9,5% du PIB. Cette augmentation, conjuguée aux importantes sorties de capitaux résultant de la crise financière mondiale, s'est traduite par de lourdes pertes de réserves de change. Cela a amené les autorités à adopter des mesures visant à soutenir les liquidités, accroître les entrées de devises, renforcer la position de la balance des paiements et demander un financement au FMI, ce qui s'est soldé par un accord de confirmation conclu au milieu de 2009 pour un montant total de 2,6 milliards de dollars EU. Dans le cadre de cet accord, Sri Lanka s'est engagée, entre autres objectifs, à réduire le déficit budgétaire et à éliminer les pertes dans deux grands services d'utilité publique. Un net repli (27,6%) des importations de marchandises, dû en partie à une croissance plus faible du PIB et en partie aux mesures fondées sur les prix adoptées pour contenir les importations, telles que de nouvelles impositions à l'importation plus élevées, ainsi que des dépôts temporaires auprès de la Banque centrale pour les opérations d'importation, a contribué à une importante réduction du déficit du compte courant en 2009, qui a été estimé à 214 millions de dollars EU, soit 0,5% du PIB.

6. La fin du conflit armé interne en mai 2009 offre de nouvelles perspectives de croissance, notamment à court et moyen termes, puisque l'expansion économique peut être stimulée par l'effort de reconstruction. Cependant, afin d'assurer une croissance durable, les autorités devront maintenir et renforcer la stabilité macro-économique et achever les réformes structurelles en cours, dont la réforme fiscale, la restructuration des entreprises d'État, l'investissement dans l'enseignement et la recherche-développement

et une réforme du marché du travail visant à le rendre plus flexible.

2) RÉGIME DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

7. Sri Lanka participe activement au Programme de Doha pour le développement; le pays a en effet formulé, avec d'autres pays, des propositions concernant des domaines tels que: les obstacles techniques au commerce; les indications géographiques; l'étiquetage des textiles, vêtements, chaussures et articles de voyage; l'érosion des préférences; et la facilitation des échanges. Pendant la période à l'examen, Sri Lanka n'a été impliquée dans aucun différend relevant des règles de l'OMC.

8. La politique commerciale de Sri Lanka a toujours pour principal objectif de parvenir à une meilleure intégration dans l'économie mondiale. Sri Lanka cherche notamment à encourager l'investissement étranger direct dans le pays pour accroître la production, développer l'emploi et améliorer l'accès de ses produits aux marchés étrangers. Ces objectifs ont été poursuivis dans le cadre de négociations commerciales multilatérales, régionales et bilatérales, à travers un régime d'incitations destiné à encourager les exportations et l'investissement, et de plusieurs programmes de développement visant à améliorer la productivité et à renforcer l'infrastructure.

9. Sri Lanka est partie à deux accords commerciaux régionaux: l'Accord sur la zone de libre-échange sud-asiatique (SAFTA) et l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA); ainsi qu'à deux accords bilatéraux: l'Accord de libre-échange Inde-Sri Lanka (ISFTA) et l'Accord de libre-échange Pakistan-Sri Lanka (PSFTA). C'est seulement avec l'Inde et la Chine, parmi ses partenaires préférentiels, que les échanges commerciaux sont importants.

10. Le régime sri-lankais de l'investissement étranger est relativement ouvert, avec quelques exceptions en vertu desquelles l'investissement étranger est soit

subordonné à une autorisation non automatique, soit réservé aux ressortissants sri-lankais. Dans les domaines où l'investissement étranger est autorisé, les étrangers bénéficient du traitement national et peuvent jouir du large éventail d'incitations offertes par l'Office des investissements de Sri Lanka ou par le Trésor. Les étrangers peuvent détenir 100% du capital dans la plupart des activités industrielles et dans un certain nombre d'activités de service (dont la banque, l'assurance, la finance, la construction, les transports collectifs, les télécommunications et la technologie de l'information, et la distribution pétrolière).

11. Entre 2004 et 2008, Sri Lanka a reçu un montant total de 1,77 milliard de dollars EU au titre de l'aide pour le commerce, qui a été essentiellement fournie par le Japon et par des donateurs multilatéraux. Dans le contexte de son cadre de développement décennal 2006-2016 (TYHDF), Sri Lanka entend accélérer la croissance économique en mettant l'accent sur les stratégies de croissance au profit des populations pauvres. Le commerce y est incorporé comme une stratégie macro-économique permettant de concrétiser les objectifs de développement.

3) POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE

12. Les efforts de réforme commerciale fournis par Sri Lanka depuis le dernier examen ont été plus ou moins soutenus; ils ont inclus des mesures visant à améliorer la transparence, mais ont aussi entraîné l'introduction de nouvelles impositions à la frontière qui ont, de manière générale, augmenté la protection. La politique commerciale de Sri Lanka a principalement consisté en mesures fondées sur les prix plutôt qu'en mesures non tarifaires, dont l'utilisation a été relativement faible. La politique commerciale est fondée dans une large mesure sur des considérations concernant les recettes fiscales. En 2010, avec la fin du conflit armé et la hausse escomptée des taux de croissance du PIB, Sri Lanka a commencé à prendre des mesures pour réduire les droits de

douane et les autres impositions visant les importations.

13. Sri Lanka a apporté des modifications majeures à son tarif douanier en 2007 et en 2010. La moyenne simple des droits NPF appliqués était de 11,5% en 2010, soit une moyenne supérieure aux 9,8% enregistrés lors du dernier examen en 2003, mais inférieure aux 12% enregistrés en 2009. Les taux de droits appliqués à la plupart des produits sont compris entre 0% et 30%, avec quelques crêtes tarifaires, principalement pour les produits du tabac. En dépit de l'augmentation du taux moyen, le pourcentage de lignes en franchise de droits est passé de 10% du total en 2003 à 44,4% en 2010, ce qui résulte principalement de la suppression du taux de droit de 2,5% et de son remplacement par l'accès en franchise de droits. Les lignes tarifaires consolidées représentent seulement 36,4% du total, à des taux compris entre 0% et 75%. De manière générale, les taux consolidés sont nettement supérieurs aux taux appliqués, la moyenne des droits de douane consolidés étant de 32,7%. Toutefois, en juin 2010, pour environ 103 lignes tarifaires du SH, les taux appliqués étaient supérieurs aux taux consolidés correspondants; cela concerne essentiellement les produits du tabac, les matières textiles, les tapis, les charrues et les interrupteurs. Dans le cadre de leur stratégie visant à libéraliser les échanges et les droits de douane et autres impositions appliquées aux importations, les autorités pourraient envisager d'améliorer la portée et le niveau de leurs consolidations; cela rendrait le régime de commerce plus prévisible et contribuerait à améliorer l'environnement des affaires, ce qui est l'un des objectifs du gouvernement.

14. Les importations à Sri Lanka sont assujetties à plusieurs impositions additionnelles: le droit d'accise, le prélèvement de l'Office de développement des exportations (taxe parafiscale), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le prélèvement de responsabilité sociale, le prélèvement pour l'aménagement des ports et aéroports (PAL), la taxe sur le développement national et des frais

de manutention portuaire. Ces impositions augmentent considérablement le coût des importations à Sri Lanka, qui peut excéder 100% dans certains cas. Dans l'ensemble, les impositions à l'importation les plus élevées concernent les produits du tabac et les véhicules automobiles. À l'exception de certains produits de base, la plupart des produits importés ont été assujettis à une surtaxe de 15% pendant la période considérée, jusqu'à juin 2010, date à laquelle cette surtaxe a été supprimée. Un prélèvement de l'Office de développement des exportations (EDB) (taxe parafiscale), à des taux compris entre 1% et 35%, est appliqué aux importations relevant de quelque 3 500 lignes tarifaires couvrant une gamme relativement étendue de produits. Des droits d'accise sont perçus sur les produits du tabac, les produits pétroliers, les eaux gazéifiées, la liqueur, la bière, les véhicules automobiles et certains appareils ménagers électriques; leurs taux peuvent être *ad valorem*, spécifiques ou alternatifs. Les taux les plus élevés s'appliquent aux automobiles et à certaines machines. Les produits importés sont aussi assujettis au prélèvement pour l'aménagement des ports et aéroports (PAL) au taux de 5% et, depuis le début de 2009, à une taxe sur le développement national, dont le taux actuel est de 3%. La TVA est appliquée à un taux général de 12%, à quelques exceptions près.

15. Un prélèvement spécial sur les produits de base a été introduit en 2007, qui concerne onze produits alimentaires de base, y compris le lait en poudre, le dhal, le sucre, les pommes de terre et les oignons. Ce prélèvement composite unique a remplacé les différents droits et impôts applicables aux produits alimentaires de base, l'objectif étant de contrôler l'escalade des prix de ces produits. Les taux sont ajustés périodiquement de manière à tenir compte de l'évolution des prix, de l'offre et de la demande; les ajustements peuvent être de portée générale ou spécifiques à certains produits. L'introduction de ce prélèvement s'est traduit par une baisse des droits d'importation pour les produits concernés.

16. Malgré l'augmentation des droits de douane et autres impositions visant les importations, Sri Lanka a déployé des efforts substantiels durant la période considérée pour améliorer la transparence. Des renseignements concernant les niveaux de droits appliqués et toutes les autres impositions à l'importation sont facilement accessibles en ligne. Cependant, même si les ordonnances modifiant les taux de droits et ceux des autres impositions à l'importation sont publiés et disponibles en ligne, le recours fréquent à ce type de pratique accentue le pouvoir discrétionnaire et crée la confusion chez les importateurs; une limitation du nombre de changements et la conversion de droits spécifiques en impositions *ad valorem* contribueraient à améliorer plus avant la transparence. En revanche, Sri Lanka rassemble et publie des chiffres concernant les recettes sacrifiées du fait des exemptions de droits de douane et des exonérations fiscales, ce dont il convient de se féliciter.

17. La mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane constitue un changement important de la politique commerciale par rapport à l'examen précédent. Toutefois, la législation sri-lankaise laisse aux autorités une certaine latitude qui leur permet de s'écarter des règles de l'Accord lorsque cela est jugé nécessaire, dans l'intérêt de l'économie nationale ou pour toute autre raison, autorisant l'utilisation de valeurs minimales. Pendant la période considérée, des prix minimaux à l'importation ont été appliqués aux importations de voitures usagées.

18. Sri Lanka fait un usage relativement limité des obstacles non tarifaires, à l'exception de prescriptions en matière de licences d'importation non automatiques, qui s'appliquent à quelque 500 lignes tarifaires couvrant des produits tels que les céréales, les produits chimiques, certaines matières textiles, le pétrole et les véhicules automobiles. Sri Lanka n'a pas de dispositions régissant l'emploi de mesures contingentes. Deux projets de textes contenant des dispositions sur les mesures antidumping, les droits

compensateurs et les mesures de sauvegarde ont été publiés au Journal officiel en octobre et novembre 2005; mais en juin 2010, ils devaient encore être approuvés par le Parlement. Dans la mesure du possible, Sri Lanka aligne ses normes et règlements techniques sur les normes internationales. Sri Lanka compte 103 règlements techniques liés au commerce, qui ont été notifiés à l'OMC. Ces règlements techniques couvrent une gamme de produits qui figurent dans le règlement de 2006 sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits importés et qui doivent être conformes à une norme sri-lankaise (SLS) pour pouvoir être importés. Sri Lanka a présenté 18 notifications SPS à l'OMC.

19. Sri Lanka continue d'appliquer des politiques visant à encourager les exportations de marchandises et de services. Plusieurs programmes d'incitations, dont certains contiennent des prescriptions de résultats à l'exportation, sont en place pour soutenir les exportations. Les autorités douanières administrent trois de ces programmes: un système de ristourne de droits de douane, un régime d'importation temporaire pour perfectionnement (TIEP) et un régime de production sous douane. Sri Lanka dispose en outre d'un régime de zones franches industrielles d'exportation; il y a onze zones de libre-échange, qui comptent quelque 220 entreprises et emploient plus de 75 000 personnes. Les entreprises établies en zone franche bénéficient d'exonérations fiscales temporaires, peuvent importer en franchise de droits et disposent de terrains à des conditions de faveur. Les exportateurs de produits ou de services non traditionnels qui exportent au moins 80% de leur production bénéficient aussi d'un certain nombre d'allégements fiscaux, dont un taux d'imposition préférentiel sur les bénéfices générés par ces exportations et une exonération fiscale totale pour une durée de trois à sept ans pour les nouveaux investissements. Ces avantages sont aussi offerts aux fournisseurs de services qui

exportent au moins 70% de leur chiffre d'affaires.

20. Sri Lanka applique des impositions à la frontière pour certaines exportations. Des droits d'exportation sont perçus sur le quartz veiné à valeur ajoutée et le quartz veiné brut, tandis qu'une taxe parafiscale à l'exportation est actuellement perçue sur les noix de cajou, les peaux, les débris de métaux, le caoutchouc naturel, les produits à base de noix de coco et le thé.

21. Bien que la Direction de la consommation puisse réaliser des enquêtes sur les effets des pratiques anticoncurrentielles sur les consommateurs, la législation sri-lankaise ne l'habilite pas à mener des enquêtes sur l'existence de monopoles, ni à examiner les fusions et acquisitions qui ont déjà eu lieu. Aucune disposition n'oblige à notifier la fusion au préalable. Ainsi, les enquêtes sur les effets des fusions ne peuvent porter que sur les services publics, qui sont placés sous l'autorité de la Commission des services d'utilité publique, ou sur des sociétés cotées à la Bourse de Colombo, qui peuvent être examinées par la Commission des opérations de bourse de Sri Lanka. Le gouvernement travaille actuellement à l'élaboration d'un projet de nouvelle législation sur la politique de la concurrence afin de répondre à la plupart de ces questions, y compris l'examen obligatoire des fusions dans tous les secteurs.

22. Sri Lanka n'a présenté aucune notification à l'OMC concernant les entreprises commerciales d'État en vertu de l'article XVII du GATT de 1994. En 1990, Sri Lanka a lancé un programme de réforme et de privatisation des entreprises publiques, qui a été renforcé par l'établissement, en 1996, de la Commission de réforme des entreprises publiques (PERC). Celle-ci a mené à bien une cinquantaine d'opérations de privatisation avant sa dissolution en 2007 et l'abrogation des fondements juridiques de la privatisation. L'objectif de la politique gouvernementale actuelle relative aux entreprises publiques n'est pas de privatiser ces entreprises mais de les

restructurer et d'améliorer leurs résultats, ainsi que d'inviter le secteur privé à y prendre une participation minoritaire. Les entreprises d'État sont tenues de passer des contrats de résultats avec le Trésor et de chercher à être rentables.

23. Sri Lanka offre un large éventail d'avantages fiscaux, notamment des exonérations fiscales temporaires, principalement pour promouvoir l'investissement. Les deux principaux régimes d'incitations à l'investissement sont établis au titre de la Loi sur l'Office des investissements et de la Loi sur la fiscalité intérieure. L'investissement réalisé dans le cadre du régime défini par la Loi sur l'Office des investissements est subordonné à un certain nombre de prescriptions, y compris des prescriptions de résultats à l'exportation. La durée de l'exonération fiscale temporaire dépend du montant de l'investissement. En vertu du régime régi par le Département de l'administration fiscale, les exemptions de l'impôt sur les bénéfices sont généralement accordées pour cinq ans ou, dans certains cas, pour trois ans. Les taux d'imposition effectifs peuvent être très différents selon l'entreprise ou le secteur, et la fusion des deux régimes a fait l'objet de discussions. Le régime d'incitations fiscales actuellement en vigueur à Sri Lanka entraîne une duplication et un chevauchement des bénéficiaires, voire des avantages obtenus, et pourrait perturber la répartition des ressources en plaçant certaines entreprises et certains secteurs dans une position plus avantageuse que d'autres. Les autorités considèrent que ces programmes d'incitation sont nécessaires pour compenser les éléments dissuasifs générés par le conflit interne et par les goulets d'étranglement nationaux. À cet égard, la fin du conflit et la hausse des taux de croissance économique rendent possible l'accélération de la réforme de l'économie, du commerce et des institutions.

24. Pendant la période considérée, des efforts ont été déployés pour rationaliser et clarifier les directives en matière de marchés publics et rendre le processus plus efficace et

plus transparent. Toutefois, Sri Lanka continue d'employer les marchés publics pour promouvoir les fournisseurs et produits nationaux. Elle accorde des préférences en matière de prix aux produits de fabrication nationale afin de promouvoir la valeur ajoutée des matières premières d'origine nationale ainsi qu'aux soumissionnaires nationaux. Les marges de préférence des soumissionnaires nationaux dans le cas de travaux et de marchés s'élèvent à 7,5% pour les marchés financés par des donateurs internationaux et à 10% pour les marchés financés par le gouvernement; les marges relatives aux produits de fabrication nationale sont de 15% et 20%, respectivement. Sri Lanka n'a pas signé l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics (AMP) et n'envisage pas d'y accéder dans un futur proche.

25. Sri Lanka a mis en place une nouvelle législation détaillée sur la propriété intellectuelle en 2003, qui vise à assurer la conformité à l'Accord sur les ADPIC. La nouvelle loi couvre le droit d'auteur et les droits connexes, les dessins et modèles industriels, les brevets, les marques et les noms commerciaux, les schémas de configuration de circuits intégrés, la concurrence déloyale et les renseignements non divulgués, et les indications géographiques. Selon la nouvelle loi, la durée de protection du droit d'auteur, qui couvrait la vie de l'auteur plus 50 ans, couvre désormais la vie de l'auteur plus 70 ans. Bien que les moyens de faire respecter les DPI aient été renforcés pendant la période considérée, la contrefaçon et le piratage restent un problème. Des dispositions juridiques plus strictes de lutte contre le piratage ont été introduites ces dernières années mais leur mise en application semble demeurer un peu faible. Les autorités sri-lankaises sont déterminées à faire tout leur possible pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle en renforçant les organismes chargés de faire respecter ces droits et les responsables de la formation et en sensibilisant le public à cette question.

4) POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

26. Bien qu'elle représente une part relativement modeste du PIB (12,6% en 2009), l'agriculture joue un rôle important dans l'économie de Sri Lanka: elle emploie et fait vivre une large part de la population et est une source importante de recettes en devises. L'intervention de l'État dans l'agriculture, y compris sous la forme d'une protection aux frontières et d'un soutien interne, demeure importante. Le soutien apporté consiste en une subvention des intrants, un soutien des prix et des crédits bonifiés, entre autres mesures. Néanmoins, la productivité des cultures vivrières nationales reste faible et Sri Lanka est toujours un importateur net de produits alimentaires. La protection tarifaire visant les produits agricoles s'est accrue au cours de la période considérée, tandis que le recours à des exemptions tarifaires ponctuelles et la modification des droits de douane ont pu engendrer des distorsions sur les marchés des produits agricoles et fausser la production nationale. Le développement du secteur a été freiné par le faible niveau des investissements et des crédits, le manque d'intrants de qualité, l'absence de systèmes de transport et de commercialisation appropriés, le manque d'installations d'entreposage, l'insuffisance du progrès technologique et les restrictions quant à l'utilisation des terres. La réduction de la protection à l'égard des importations, la rationalisation du soutien interne et l'application d'une politique commerciale plus cohérente permettraient une allocation des ressources plus efficiente, ce qui améliorerait la productivité et les revenus des agriculteurs. En outre, un marché foncier plus fonctionnel favoriserait l'augmentation des niveaux d'investissements et l'adoption de techniques agricoles modernes.

27. Environ la moitié des besoins en énergie de Sri Lanka sont couverts par la production nationale, mais le pays importe l'intégralité du pétrole et des produits pétroliers dont il a besoin. Le sous-secteur du pétrole a été réformé en 2003, les principales

mesures ayant été la cessation du monopole de l'entreprise d'État Ceylon Petroleum Corporation (CPC) pour l'importation et la distribution du pétrole et des produits pétroliers, ainsi que l'ajustement du système des prix. La CPC conserve toutefois une position dominante et reste un distributeur de premier plan à même d'influencer les prix du marché national. Un amendement du projet de loi sur la CPC, visant à améliorer la réglementation du secteur, est en cours d'examen.

28. Le secteur de l'électricité est dominé par une autre entreprise d'État, le Ceylon Electricity Board (CEB), qui enregistre des pertes depuis de nombreuses années du fait que les tarifs de l'électricité ont été maintenus en deçà des coûts de revient. Dans le même temps, les subventions croisées en faveur de certains consommateurs se sont traduites par des coûts élevés de l'électricité pour les utilisateurs industriels, ce qui risque de réduire leur compétitivité. En vertu de la récente Loi sur l'électricité de Sri Lanka (2009), le CEB a conservé son monopole pour le transport, mais doit désormais acheter de l'électricité par le biais d'appels d'offres ouverts. La nouvelle loi prévoit également une certaine réforme des tarifs mais n'aborde pas les initiatives plus ambitieuses, à l'étude depuis longtemps, qui sont nécessaires pour restructurer entièrement le secteur de l'électricité.

29. La politique industrielle de Sri Lanka vise à diversifier sa base industrielle et à promouvoir l'industrialisation des provinces. Afin d'encourager l'investissement dans le secteur manufacturier, le gouvernement a offert toute une série d'incitations fiscales, des taux d'imposition préférentiels et d'autres types d'aides. Le secteur demeure important au regard de la croissance économique, représentant 18,1% du PIB et 17,7% de l'emploi total. Toutefois, il est très spécialisé et tributaire d'un petit nombre de marchés d'exportation et dépend fortement de l'importation d'intrants, autant de facteurs qui le rendent vulnérable aux cycles économiques

et aux fluctuations de prix au niveau international.

30. Le secteur de l'habillement, la source la plus importante de devises étrangères, s'est heurté à de sérieuses difficultés au cours des dernières années et a été affecté par la plus forte concurrence d'autres pays exportateurs et par le tassement de la demande des États-Unis et de l'UE, qui absorbent 90% des exportations. Le secteur a fait face en adoptant de nouvelles technologies, en améliorant la qualité et en favorisant la diversification des produits. La modernisation de l'infrastructure (par exemple celle de l'électricité et des transports) – dans le but de réduire les coûts de production –, l'amélioration de la productivité, la diversification des produits et des marchés ainsi que l'assouplissement du marché du travail stimuleraient la croissance du secteur manufacturier dans son ensemble. Enfin, une rationalisation du régime des incitations pourrait contribuer à améliorer l'allocation des ressources et leur efficacité.

31. Le secteur des services, qui représente 58% du PIB et 42% de l'emploi, demeure le principal moteur de la croissance économique, et a affiché une croissance d'environ 6% en termes réels entre 2004 et 2009. Des mesures de privatisation et de libéralisation ayant été prises au début des années 2000, le secteur des services de Sri Lanka est relativement ouvert. La participation étrangère à 100% est autorisée dans les secteurs de la banque, de l'assurance et des télécommunications. Néanmoins, l'intervention de l'État demeure importante dans certains domaines clés. Par exemple, dans le secteur bancaire, les deux plus grandes

banques commerciales sont publiques et détiennent environ un tiers du total des actifs bancaires. Qui plus est, le gouvernement étant le plus grand emprunteur, les banques publiques n'ont pas été en mesure de répondre aux importants besoins de financement du secteur privé; certains signes laissent toutefois penser que la situation est en train de changer. S'agissant des télécommunications, l'opérateur historique en partie détenu par l'État conserve un poids considérable sur le marché, tandis que l'organisme de réglementation de ce secteur se heurte à des contraintes de capacités pour faire appliquer les réformes en faveur de la concurrence.

32. Dans les services de transport et dans l'infrastructure, même si les investissements nationaux et étrangers ont été encouragés, l'État est toujours très présent: le transporteur national majoritairement détenu par l'État jouit d'une position dominante dans le secteur des transports aériens; une autre entreprise publique conserve le monopole pour la conception et la gestion des aéroports et pour les services aéroportuaires; enfin, c'est une instance gouvernementale qui est en charge de l'ensemble des activités de manutention des cargaisons et des services portuaires, à l'exception d'un terminal du port de Colombo. Des démarches supplémentaires en vue de faire avancer la réforme réglementaire, visant à intensifier la concurrence, accroître la participation du secteur privé et instaurer l'égalité des conditions pour les nouveaux venus sur le marché par exemple, contribueraient à moderniser le secteur des services de Sri Lanka, améliorant ainsi la productivité et la compétitivité internationale du pays.